

Plan de relance et grandes réformes au cœur des échanges entre l'UDES et le nouveau Premier ministre

Dans le cadre des rencontres bilatérales organisées avec les partenaires sociaux, l'UDES rencontre ce jour à Matignon le nouveau Premier ministre, Jean Castex, ainsi que la ministre du Travail, Elisabeth Borne, pour évoquer le plan de relance économique, les questions d'emploi et plus largement, l'agenda économique et social. A cette occasion, l'UDES plaidera pour que l'économie sociale et solidaire soit pleinement intégrée dans les réformes portées par le gouvernement.

La sortie de crise et la transformation de l'économie devra s'appuyer sur [un new deal social et écologique](#). Elle devra d'abord passer par un **soutien marqué aux entreprises de l'ESS**, dont un nombre important sont encore en difficulté, via :

- la création d'un **fonds d'investissement d'un milliard d'euros conditionné** à la mise en œuvre d'une stratégie de performance économique, sociale et environnementale,
- une **réforme de la fiscalité** en direction des associations,
- l'utilisation de la **commande publique comme levier d'aide** au secteur de l'insertion.

Pour soutenir et développer l'emploi des jeunes, l'UDES propose :

- La **création de 100 000 « emplois boost »** : ciblés prioritairement vers les entreprises à but non lucratif ou à lucrativité limitée, en échange d'un engagement sur la localisation de l'emploi et d'une mesure d'impact, ces emplois qualifiés à forte valeur ajoutée permettraient de conduire et d'accompagner des projets de mutation dans l'économie du « care », circulaire et écologique en ciblant d'abord les jeunes.
- Le fléchage de **200 millions d'euros en direction des missions locales et des réseaux information jeunesse** afin d'adapter les dispositifs tels que le PACEA - Parcours contractualisé d'accompagnement adapté vers l'emploi et l'autonomie - et la Garantie jeunes, et de renforcer l'obligation de formation des jeunes décrocheurs en 2020.
- **L'exonération temporaire de contribution patronale d'assurance chômage** (a minima 6 mois) pour l'embauche en CDI d'un jeune de moins de 26 ans ou la création d'une prime à l'embauche.

L'Union défend également la **mise en œuvre d'une véritable politique publique de cohésion sociale** mais aussi de **soutien à la prise en charge des personnes fragiles et au développement de l'attractivité des emplois dans le secteur social et médico-social**, en lien avec la future loi sur la perte d'autonomie.

« Nous sommes heureux de rencontrer le Premier ministre aujourd'hui dont on connaît l'attachement au dialogue social et aux territoires. Nous attendons que nos propositions soient prises en compte par le gouvernement dans le cadre de sa feuille de route économique, sociale et environnementale. Nous le répétons, l'ESS représente une des réponses à la crise. Nous serons force de propositions et attentifs à ce que l'ESS soit au cœur de la relance de l'économie. La création d'un secrétariat d'Etat dédié et rattaché au ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance serait un signe fort. » souligne Hugues Vidor le président de l'UDES.

UDES - L'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES) regroupe 23 groupements et syndicats d'employeurs (associations, mutuelles, coopératives) et 16 branches et secteurs professionnels. Avec plus de 30 000 entreprises et établissements, employant près d'1 million de salariés, l'UDES est l'organisation multi professionnelle de l'économie sociale et solidaire. Quatre principes guident l'action de l'Union : la réciprocité, la responsabilité, l'utilité et l'expérimentation sociale, le développement durable.